

**MESSAGE N° 202** 7 juin 2005  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de décret portant**  
**adhésion du canton de Fribourg à l'Accord**  
**intercantional sur les hautes écoles spécialisées**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret en vue de l'adhésion du canton de Fribourg au nouvel Accord intercantional sur les hautes écoles spécialisées (AHES) du 12 juin 2003, lequel doit remplacer à partir d'octobre 2005 l'accord actuellement en vigueur auquel le canton de Fribourg avait adhéré par décret du 17 septembre 1999.

## 1. INTRODUCTION

Le premier accord entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1999 avait été élaboré au moment où les Hautes Ecoles spécialisées (ci-après: HES) étaient en phase de mise en place. Les développements et corrections nécessaires n'étaient alors que difficilement prévisibles, raison pour laquelle la durée de validité de l'acte avait été limitée à six ans.

Depuis qu'il est en vigueur, l'actuel accord a fait ses preuves dans une large mesure. Après quelques difficultés initiales prévisibles, il a été appliqué sans problème. Les contributions fondées sur lui constituent aujourd'hui une part indispensable du financement des HES.

## 2. LES MODIFICATIONS

La Conférence des cantons signataires a dès lors choisi de maintenir pour l'essentiel l'accord dans sa version actuelle et de limiter les modifications au strict nécessaire.

Par rapport à l'accord aujourd'hui en vigueur, le nouvel acte comporte trois modifications substantielles qui apparaissent nécessaires dans le contexte actuel:

- lorsque des filières sont échelonnées et qu'elles s'achèvent par un master, les études de master sont aussi sujettes à des contributions (art. 4 nouveau);
- la Conférence des cantons signataires peut décider, pour certaines ou pour toutes les filières d'études, d'appliquer un autre modèle d'indemnisation (par exemple, en fonction des études accomplies / cf. art. 8 nouveau) que celui, actuel, qui prévoit un montant forfaitaire annuel par étudiant ou étudiante;
- le taux de couverture actuel – 75 % des frais de formation – est porté à 85 %.

Les avis exprimés au cours de la procédure de consultation ont été pratiquement tous positifs. Le principe d'une révision «modérée», ainsi que les modifications apportées, ont été généralement saluées; l'augmentation du taux de couverture a aussi rencontré une nette approbation.

## 3. COMMENTAIRES DES DISPOSITIONS

Comme mentionné précédemment, les modifications par rapport à l'accord de 1999 ont été limitées au strict nécessaire.

### Article 1

Inchangé. L'accord a toujours pour objectifs, notamment, de régler l'accès aux HES sur le plan intercantional ainsi

que les contributions à fournir par les cantons de domicile aux instances responsables.

### Article 2

Inchangé. L'accord sur les HES conserve son caractère subsidiaire par rapport aux accords déjà existants ou aux nouveaux accords conclus entre les instances responsables de HES. Cela signifie que, pour notre canton, le nouvel accord comme l'acte en vigueur actuellement, n'aura que des effets limités, car il ne concerne que les échanges d'étudiants et d'étudiantes avec certains cantons de Suisse alémanique et avec le Tessin.

En effet, les rapports avec les cantons romands sont réglés par les accords HES-SO et HES-S2, alors que les échanges avec Argovie, Lucerne, Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Zurich relèvent de l'Accord scolaire régional de la Suisse du Nord-Ouest, dont la modification fait l'objet du projet de décret N° 196 (message du 3 mai 2005).

### Article 3

Inchangé. L'alinéa 1 énonce en particulier le principe de participation aux frais de formation du canton de domicile.

### Article 4

Il est désormais reconnu que les études menant au master donnent droit, dans certaines circonstances, au versement de contributions. Cela ne concerne que les études effectuées dans le cadre de filières échelonnées sur deux niveaux et pour lesquelles le diplôme de master est la règle. Les autres études de master, qui relèvent du domaine des études postgrades, ne donnent pas droit à des contributions. Pour le droit aux contributions, les études de master sont soumises aux mêmes règles que les autres voies de formation (reconnaissance en vertu de la loi fédérale sur les HES ou de l'accord intercantional sur la reconnaissance des diplômés).

### Article 5

Inchangé. Cette disposition définit la notion de domicile, dans le domaine considéré.

### Article 6

La disposition est reprise de l'acte actuel, avec quelques modifications mineures: le transfert d'étudiants est possible à la condition que les écoles qui les reçoivent «mettent des places à disposition» (et non simplement «disposent de places libres»). Les écoles et leurs responsables peuvent ainsi jouer un rôle plus actif.

En outre, la Commission AHES ne se limite plus simplement à désigner l'autorité compétente pour les transferts; elle définit la procédure applicable.

### Article 7

Inchangé.

### Articles 8 et 9

Les deux articles ont été entièrement reformulés:

- il n'y a plus lieu de distinguer entre une première et une seconde période de contributions;

- le nouvel article 8 offre la possibilité d'appliquer un modèle d'indemnisation différent (par exemple en fonction des études dispensées) sans passer par une modification de l'accord;
- les filières d'études de nature semblable sont regroupées. Les contributions sont fixées par groupes (à l'image des forfaits fédéraux). Il n'y a plus de catégories de contributions à proprement parler.
- Les groupes ainsi formés correspondent en règle générale aux domaines d'études (par exemple technique, économie, musique et théâtre). La notion de «groupes» a toutefois été préférée à celle de «domaines d'études», car elle offre une plus grande flexibilité;
- les groupes dans lesquels sont réunies les filières seront dans la mesure du possible identiques aux regroupements adoptés par la Confédération dans le cadre de ses subventions. Il n'a cependant pas été jugé nécessaire de le mentionner implicitement dans le texte de l'accord;
- le nouvel article 9 régit le calcul des contributions. Les frais de formation restent la base déterminante. Lors du calcul, les taxes d'études individuelles sont notamment déduites des frais d'exploitation. Il s'agit là uniquement des taxes semestrielles proprement dites, et non d'autres taxes telles que les taxes d'inscription, d'examen, de laboratoire, etc.

Le taux de couverture théorique s'élève à 85 %. Par rapport à une couverture totale des coûts, ce taux doit permettre en premier lieu de tenir compte encore et toujours de l'avantage de site dont bénéficie le canton siège. Par ailleurs, augmenté de 10 % (85 % au lieu de 75 %), il permettra d'atteindre une meilleure couverture des coûts qu'actuellement.

#### **Article 10**

Inchangé.

#### **Articles 11 et 12**

Ces deux dispositions ont simplement été adaptées aux nouvelles prescriptions des articles 8 et 9. Deux nouveautés doivent être signalées: en premier lieu, il n'est plus seulement possible d'émettre des prescriptions quant à la durée de l'obligation de verser des contributions, cela devra être fait impérativement. Cette opération – et c'est la seconde nouveauté – relèvera de la Conférence des cantons signataires, sur proposition de la Commission AHES.

#### **Article 13**

Inchangé.

#### **Article 14**

Libellé nouveau, car sinon, dans la version révisée de l'accord, l'annexe ne serait plus du tout mentionnée, alors qu'elle l'était dans l'ancienne version à l'article 8.

#### **Article 15**

Il s'agit de l'article 14 de l'ancien accord, avec une modification rédactionnelle («groupes» remplace «catégories de contributions»).

#### **Article 16**

La formulation reste inchangée.

#### **Articles 17 à 19**

Inchangés. Il s'agit des anciens articles 16 à 18.

#### **Article 20**

La norme a été adaptée aux conditions nouvelles. Le deuxième alinéa, qui était une disposition transitoire, a été supprimé.

#### **Article 21**

Il reste pour l'essentiel inchangé (ancien article 20). Il faut signaler toutefois, à titre de nouveauté, que, pour qu'une filière en cours de reconnaissance puisse être provisoirement intégrée dans l'accord, une prise de position de la commission de reconnaissance compétente doit être sollicitée.

#### **Article 22**

L'article a été reformulé. La durée de validité de l'accord n'étant plus limitée, il a donc fallu introduire des dispositions relatives à sa résiliation. Celles-ci garantissent aux étudiants et étudiantes la continuité des versements jusqu'à la fin de leurs études s'ils étaient déjà inscrits lors de la résiliation de l'accord (al. 2).

#### **Article 23**

C'est l'ancien article 22, qui est inchangé.

## **4. CONSÉQUENCES DU PROJET**

### **4.1 Conséquences financières**

Comme mentionné précédemment, le taux de couverture des frais d'études va passer de 75 à 85 %. Les dépenses cantonales – environ 2,13 millions actuellement –, comme aussi les recettes – quelque 900 000 francs –, seront donc modifiées dans cette proportion. Il en résultera dès lors une charge supplémentaire pour le canton de 125 000 francs. Il faut remarquer que les recettes sont encaissées par la HES-SO, puis redistribuées au travers des contributions globales versées à la Haute Ecole spécialisée fribourgeoise.

### **4.2 Autres conséquences**

Le décret, comme l'accord HES d'ailleurs, n'a pas d'influence sur la répartition des tâches Etat-communes. Il est conforme à la Constitution, au droit fédéral et au droit européen. Il n'a pas de conséquences sur les effectifs du personnel de l'Etat.

Nous vous invitons dès lors à accepter le présent projet.

**BOTSCHAFT Nr. 202**  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Dekretsentwurf über den Beitritt des**  
**Kantons Freiburg zur interkantonalen**  
**Fachhochschulvereinbarung**

7. Juni 2005

Wir unterbreiten Ihnen einen Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Fachhochschulvereinbarung (FHV) vom 12. Juni 2003. Diese

soll ab Oktober 2005 die geltende Vereinbarung, welcher der Kanton Freiburg mit Dekret vom 17. September 1999 beigetreten ist, ersetzen.

## 1. EINLEITUNG

Die erste Vereinbarung, die am 1. Oktober 1999 in Kraft getreten ist, wurde zu einem Zeitpunkt aufgestellt, als die Fachhochschulen (FHS) in der Aufbauphase standen. Da weitere Entwicklungen und notwendige Korrekturen damals nur schwer vorhersehbar waren, wurde die Geltungsdauer der Vereinbarung auf sechs Jahre begrenzt.

Seit ihrer Inkraftsetzung hat sich die Vereinbarung im Wesentlichen bewährt und nach einigen zu erwartenden Anfangsschwierigkeiten hat sich der Vollzug gut eingespielt. Die auf dieser Vereinbarung begründeten Beiträge bilden heute einen unerlässlichen Bestandteil der Finanzierung der Fachhochschulen.

## 2. DIE ÄNDERUNGEN

Die Konferenz der Vereinbarungskantone hat sich deshalb entschlossen, die bestehende Vereinbarung im Wesentlichen beizubehalten und die Änderungen auf das Notwendigste zu beschränken.

Die neue Vereinbarung enthält drei wesentliche und zum heutigen Zeitpunkt notwendig erscheinende Änderungen:

- Wenn Diplomstudiengänge zweistufig geführt werden und mit einem Master abschliessen, sind auch diese Masterstudien beitragsberechtigt (Art. 4 neu);
- Die Konferenz der Vereinbarungskantone kann für alle oder einzelne Studiengänge ein anderes Abgeltungsmodell als die heutigen Pauschalen pro Studierenden und Jahr beschliessen (z.B. eines, das sich auf absolvierte Studienleistungen abstützt; siehe Art. 8 neu);
- Der Deckungsgrad wurde von heute 75 % auf 85 % der Ausbildungskosten erhöht.

Die im Rahmen der Vernehmlassung eingegangenen Stellungnahmen waren praktisch ausnahmslos positiv. Das Prinzip einer «sanften» Revision und die vorgenommenen Änderungen wurden mehrheitlich begrüsst; auch die Erhöhung des Deckungsgrads erhielt eine hohe Zustimmung.

## 3. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

Wie bereits erwähnt, wurden die Änderungen gegenüber der Vereinbarung von 1999 auf das Notwendigste beschränkt.

### Artikel 1

Unverändert. Die Vereinbarung bezweckt weiterhin, hauptsächlich den interkantonalen Zugang zu den Fachhochschulen und die Abgeltung zu regeln, welche die Wohnsitzkantone den Trägern der Fachhochschulen leisten.

### Artikel 2

Unverändert. Die Fachhochschulvereinbarung behält ihren subsidiären Charakter gegenüber bereits bestehen-

den oder künftigen Vereinbarungen zwischen den FHS-Trägern. Dies bedeutet, dass die neue Vereinbarung wie die Bisherige für unseren Kanton nur begrenzt zur Anwendung kommt, denn sie betrifft einzig den Austausch von Studierenden mit bestimmten Deutschschweizer Kantonen und dem Tessin.

Die Verhältnisse zu den übrigen Westschweizer Kantonen werden in den interkantonalen Vereinbarungen über die FH Westschweiz und die FH-GS geregelt und der Austausch von Studierenden mit den Kantonen Aargau, Luzern, Solothurn, Baselstadt, Baselland und Zürich erfolgt über das Regionale Schulabkommen Nordwestschweiz, dessen Änderung Gegenstand des Dekretsentwurfs Nr. 196 (Botschaft vom 3. Mai 2005) ist.

### Artikel 3

Unverändert. Absatz 1 erwähnt ausdrücklich den Grundsatz, dass der Wohnsitzkanton Beiträge an die Ausbildungskosten leisten muss.

### Artikel 4

Masterstudiengänge sind künftig unter bestimmten Voraussetzungen beitragsberechtigt. Dies betrifft nur Masterstudiengänge im Rahmen eines zweistufigen Diplomstudiums, bei dem der Masterabschluss die Regel ist. Andere Masterstudiengänge, die in den Nachdiplombereich gehören, sind nicht beitragsberechtigt. Für die Beitragsberechtigung unterliegen die Masterstudiengänge denselben Regeln wie die übrigen Studiengänge (Anerkennung gemäss Eidg. Fachhochschulgesetz bzw. der interkantonalen Diplomvereinbarung).

### Artikel 5

Unverändert. Dieser Artikel definiert den Begriff des Wohnsitzkantons der Studierenden.

### Artikel 6

Dieser Artikel wurde mit geringen Änderungen aus der geltenden Verordnung übernommen: Damit Studierende umgeleitet werden können, müssen die aufnehmenden Schulen freie Studienplätze «zur Verfügung stellen» (nicht nur «zur Verfügung haben»). Die Schulen bzw. die Träger der Schulen können so eine aktivere Rolle spielen.

Im Weiteren bestimmt die Kommission FHV die für die Umleitung zuständige Stelle sowie das entsprechende Verfahren.

### Artikel 7

Unverändert.

### Artikel 8 und 9

Die beiden Artikel wurden vollständig neu gefasst:

- Eine Aufteilung in eine erste und zweite Beitragsperiode ist nicht mehr sinnvoll;
- Mit dem neuen Artikel 8 wurde die Möglichkeit geschaffen, ein alternatives Abgeltungsmodell (z.B. nach erbrachten Studienleistungen) einzuführen, ohne die Vereinbarung ändern zu müssen;
- Gleichartige Studiengänge werden in Gruppen zusammengefasst. Die Beiträge werden pro Gruppe festgelegt (wie bei den Kopfpauschalen des Bundes). Auf eigentliche Beitragskategorien wird verzichtet.

- Diese Gruppen entsprechen in der Regel den Studienbereichen (z.B. Technik, Wirtschaft, Musik und Theater). Der Begriff «Gruppen» anstelle von «Studienbereichen» wurde aus Gründen einer grösseren Flexibilität gewählt;
- Die Gruppen, in die die Studiengänge zusammengefasst werden, sollen so weit wie möglich den Gruppen angeglichen werden, die der Bund für seine Subventionen zur Anwendung bringt. Es wurde jedoch darauf verzichtet, dies explizit im Text der Vereinbarung zu erwähnen;
- Der neue Artikel 9 regelt die Festsetzung der Beitragshöhe. Als Basis dienen dazu wie bisher die Ausbildungskosten. Für deren Ermittlung werden von den Betriebskosten unter anderem die individuellen Studiengebühren abgezogen. Dabei handelt es sich nur um die eigentlichen Semestergebühren, nicht aber um weitere Gebühren wie Einschreibe-, Prüfungs-, Laborgebühren usw.

Der anzustrebende Deckungsgrad beträgt 85 %. Damit soll einerseits gegenüber einer Vollkostendeckung nach wie vor ein Standortvorteil berücksichtigt werden, andererseits soll aber mit der Erhöhung um 10 % (85 % statt wie bisher 75 %) doch eine verbesserte Kostendeckung erreicht werden.

#### **Artikel 10**

Unverändert.

#### **Artikel 11 und 12**

Die beiden Artikel wurden lediglich an die neuen Bestimmungen in den Artikeln 8 und 9 angepasst. Zwei Neuerungen sind jedoch erwähnenswert: Bisher war der Erlass von Vorschriften über die Dauer der Zahlungspflicht freiwillig, gemäss neuer Vereinbarung ist er obligatorisch. Für den Erlass der Vorschriften, dies ist die zweite Neuerung, ist die Konferenz der Vereinbarungskantone auf Antrag der Kommission FHV zuständig.

#### **Artikel 13**

Unverändert.

#### **Artikel 14**

Dieser Artikel wurde hinzugefügt: Der Anhang, auf den Artikel 8 der bisherigen Fassung verweist, wird in der neuen Fassung sonst nirgends mehr erwähnt.

#### **Artikel 15**

Dies ist Artikel 14 der bisherigen Vereinbarung, mit Ausnahme einer redaktionellen Änderung («Gruppen» anstelle von «Beitragskategorien»).

#### **Artikel 16**

Die Formulierung bleibt unverändert.

#### **Artikel 17 bis 19**

Unverändert. Bisherige Artikel 16 bis 18.

#### **Artikel 20**

Der Artikel wurde an die neuen Voraussetzungen angepasst. Absatz 2 wurde gestrichen, da es sich um eine Übergangsbestimmung handelte.

#### **Artikel 21**

Im Wesentlichen unverändert (bisheriger Artikel 20). Neu ist jedoch, dass für die provisorische Aufnahme von Studiengängen im Anerkennungsverfahren die Stellungnahme der zuständigen Anerkennungskommission eingeholt werden muss.

#### **Artikel 22**

Der Artikel wurde neu gefasst. Es gibt nun keine Beschränkung der Gültigkeitsdauer mehr, dafür wurden Bestimmungen über die Kündigung aufgenommen. Dadurch soll sichergestellt werden, dass für bereits Studierende die Zahlungen bis zum Ende ihres Studiums fortgesetzt werden (Abs. 2).

#### **Artikel 23**

Unverändert. Es handelt sich um den bisherigen Artikel 22.

## **4. AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS**

### **4.1 Finanzielle Auswirkungen**

Wie bereits erwähnt, wird der Deckungsgrad von 75 auf 85 % der Ausbildungskosten erhöht. Die kantonalen Ausgaben – von heute etwa 2,13 Millionen Franken –, wie auch die Einnahmen – etwa 900 000 Franken –, werden sich entsprechend ändern. Für den Kanton Freiburg bedeuten diese Änderungen Mehrkosten von 125 000 Franken. Was die Einnahmen betrifft, so werden sie von der FH Westschweiz einkassiert und danach über die Globalbeiträge an die Fachhochschule Freiburg ausgezahlt.

### **4.2 Andere Auswirkungen**

Das Dekret, wie im Übrigen auch die Fachhochschulvereinbarung, hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Es ist mit der Verfassung, dem Bundesrecht und dem Europarecht vereinbar. Es hat auch keine Auswirkungen auf den Personalbestand des Staats.

Wir beantragen Ihnen deshalb, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

## Décret

*du*

### portant adhésion du canton de Fribourg à l'Accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999;

Vu les articles 5 et 100 al. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 7 juin 2005;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

#### **Art. 1**

Le canton de Fribourg adhère à l'Accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES), dont le texte suit le présent décret.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

<sup>2</sup> Ce décret est soumis au referendum législatif.

---

## Dekret

*vom*

### über den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Fachhochschulvereinbarung

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf den Artikel 48 der Bundesverfassung vom 18. April 1999;

gestützt auf die Artikel 5 und 100 Abs. 1 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 7. Juni 2005;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1**

Der Kanton Freiburg tritt der interkantonalen Fachhochschulvereinbarung (FHV) vom 12. Juni 2003 bei; der Text der Vereinbarung wird im Anhang zu diesem Dekret veröffentlicht.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Der Staatsrat setzt das Datum des Inkrafttretens fest.

<sup>2</sup> Dieses Dekret untersteht dem Gesetzesreferendum.

---

## Accord intercantonal

du 12 juin 2003

### sur les hautes écoles spécialisées (AHES) à partir de 2005

---

*(Décision de la Conférence des cantons signataires)*

#### I Dispositions générales

##### Art. 1 Objectifs

<sup>1</sup> L'accord règle l'accès aux hautes écoles spécialisées sur le plan intercantonal ainsi que les contributions à fournir, par les cantons de domicile des étudiantes et étudiants, aux instances responsables de hautes écoles spécialisées.

<sup>2</sup> Il a ainsi pour but de promouvoir l'équilibre des charges entre les cantons de même que le libre accès aux études et vise à optimiser l'offre de formation des hautes écoles spécialisées. En outre, il contribue à harmoniser la politique des hautes écoles en Suisse.

##### Art. 2 Subsidiarité par rapport à d'autres accords

Les accords intercantonaux qui règlent la coresponsabilité ou le cofinancement d'une ou de plusieurs hautes écoles spécialisées priment le présent accord, à condition que les contributions financières stipulées par lesdits accords soient dans l'ensemble au moins équivalentes à celles qui sont prévues par le présent accord (section II) et que l'égalité de traitement des étudiantes et étudiants soit garantie (art. 3 al. 2; art. 6 et 7).

##### Art. 3 Principes

<sup>1</sup> Le canton de domicile des étudiantes et étudiants participe aux frais de formation de ceux-ci en versant des contributions aux instances responsables de la haute école spécialisée ou des hautes écoles spécialisées concernées.

## Interkantonale Fachhochschulvereinbarung (FHV) ab 2005

vom 12. Juni 2003

---

*(Beschluss der Konferenz der Vereinbarungskantone)*

#### I Allgemeine Bestimmungen

##### Art. 1 Zweck

<sup>1</sup> Die Vereinbarung regelt den interkantonalen Zugang zu den Fachhochschulen und die Abgeltung, welche die Wohnsitzkantone der Studierenden den Trägern von Fachhochschulen leisten.

<sup>2</sup> Sie fördert damit den interkantonalen Lastenausgleich, die Freizügigkeit für Studierende sowie die Optimierung des Fachhochschulangebots. Sie trägt zu einer koordinierten schweizerischen Hochschulpolitik bei.

##### Art. 2 Subsidiarität zu anderen Vereinbarungen

Interkantonale Vereinbarungen, die die Mitträgerschaft oder Mitfinanzierung einer oder mehrerer Fachhochschulen regeln, gehen dieser Vereinbarung vor. Vorausgesetzt wird, dass die finanziellen Abgeltungen gesamthaft mindestens so hoch sind, wie sie der Abschnitt II der vorliegenden Vereinbarung vorsieht und dass die Gleichberechtigung der Studierenden (Art. 3 Abs. 2; Art. 6 und 7) gewährleistet ist.

##### Art. 3 Grundsätze

<sup>1</sup> Der Wohnsitzkanton der Studierenden leistet den Trägern von Fachhochschulen Beiträge an die Ausbildungskosten.

<sup>2</sup> Les instances responsables des hautes écoles spécialisées accordent aux étudiantes et étudiants de tous les cantons signataires les mêmes droits. Les cantons qui ne sont pas eux-mêmes responsables d'une haute école spécialisée obligent celles qui se trouvent sur leur territoire à respecter l'égalité de traitement.

#### **Art. 4** Filières d'études ayant droit à des contributions

<sup>1</sup> Ont droit à des contributions les filières d'études conduisant au diplôme de hautes écoles spécialisées cantonales ou intercantionales. Ces filières sont reconnues soit en vertu de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées, soit en vertu de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études. Lorsque les filières sont échelonnées (études de bachelor puis études de master), les deux cursus ont droit à des contributions.

<sup>2</sup> Les filières reconnues, qui sont gérées par des organismes privés, mais dont le financement est également assuré par un ou plusieurs cantons, peuvent bénéficier de contributions, pour autant que la Commission AHES leur reconnaisse ce droit et que le canton ou les cantons qui participent à leur financement fournissent pour leurs propres étudiantes et étudiants des contributions au moins équivalentes à celles qui sont prévues par le présent accord.

<sup>3</sup> Sur la proposition du canton siège, la Commission AHES peut accorder à d'autres filières reconnues le droit de bénéficier de contributions. Dans ce cas, seuls les cantons qui se sont expressément déclarés prêts à verser des contributions seront tenus de le faire.

#### **Art. 5** Canton de domicile

Est considéré comme canton de domicile:

- a) le canton d'origine pour les étudiantes et étudiants de nationalité suisse dont les parents résident à l'étranger ou qui, orphelins de père et de mère, vivent à l'étranger; dans les cas où il y a plusieurs origines cantonales, la plus récente est prise en compte;
- b) le canton d'assignation pour les réfugiées ou réfugiés et les apatrides qui ont atteint l'âge de la majorité et qui sont orphelins de père et de mère ou dont les parents résident à l'étranger; est réservée la lettre d;
- c) le canton dans lequel se trouve le domicile civil pour les étrangères et étrangers qui ont atteint l'âge de la majorité et qui sont orphelins de père et de mère ou dont les parents résident à l'étranger; est réservée la lettre d;

<sup>2</sup> Die Fachhochschulträger gewähren den Studierenden aus allen Vereinbarungskantonen die gleiche Rechtsstellung. Soweit die Kantone nicht selber Träger der Fachhochschulen sind, verpflichten sie die ihnen verbundenen Schulen zur Gleichbehandlung.

#### **Art. 4** Beitragsberechtigte Studiengänge

<sup>1</sup> Als beitragsberechtigt gelten anerkannte Diplomstudiengänge kantonaler oder interkantonalen Fachhochschulen. Die Anerkennung richtet sich nach dem Fachhochschulgesetz des Bundes oder der Interkantonalen Diplomvereinbarung. Bei zweistufig geführten Diplomstudiengängen (Bachelor- und Masterstudien) sind beide Studienstufen beitragsberechtigt.

<sup>2</sup> Anerkannte Studiengänge, die von einem privaten Träger geführt werden, aber von einem Kanton oder einer Gruppe von Kantonen mitfinanziert werden, sind beitragsberechtigt, sofern sie von der Kommission FHV als beitragsberechtigt erklärt werden. Voraussetzung dazu ist, dass der mitfinanzierende Kanton oder die mitfinanzierenden Kantone für ihre Studierenden mindestens dieselben Leistungen erbringen, wie sie die vorliegende Vereinbarung vorsieht.

<sup>3</sup> Andere anerkannte Studiengänge können auf Gesuch des Standortkantons von der Kommission FHV als beitragsberechtigt anerkannt werden. In diesem Fall werden nur jene Kantone zahlungspflichtig, die sich dazu ausdrücklich verpflichten.

#### **Art. 5** Wohnsitzkanton

Als Wohnsitzkanton von Studierenden gilt:

- a) der Heimatkanton für Schweizerinnen und Schweizer, deren Eltern im Ausland wohnen oder die elternlos im Ausland wohnen; bei mehreren Heimatkantonen gilt das zuletzt erworbene Bürgerrecht;
- b) der zugewiesene Kanton für mündige Flüchtlinge und Staatenlose, die elternlos sind oder deren Eltern im Ausland wohnen; vorbehalten bleibt Buchstabe d;
- c) der Kanton des zivilrechtlichen Wohnsitzes für mündige Ausländerinnen und Ausländer, die elternlos sind oder deren Eltern im Ausland wohnen; vorbehalten bleibt Buchstabe d;

- d) le canton dans lequel les étudiantes et étudiants majeurs ont résidé en permanence pendant deux ans au moins et où ils ont exercé – sans être simultanément en formation – une activité lucrative qui leur a permis d’être financièrement indépendants; la gestion d’un ménage familial et l’accomplissement du service militaire sont également considérés comme activités lucratives;
- e) dans tous les autres cas, le canton dans lequel se trouve le domicile civil des parents ou le siège des autorités tutélaires compétentes en dernier lieu, lorsque l’étudiant ou l’étudiante commence ses études.

#### **Art. 6** Transferts d’étudiantes et étudiants

En cas de limitation de la capacité d’accueil d’une école, les candidates et candidats aux études ou les étudiantes et étudiants peuvent être transférés dans d’autres écoles, dans la mesure où ces dernières mettent des places à disposition. La Commission AHES définit la procédure et désigne l’autorité compétente pour les transferts.

#### **Art. 7** Traitement des étudiantes et étudiants issus de cantons non signataires

<sup>1</sup> Les étudiantes et étudiants ainsi que les candidates et candidats aux études issus de cantons qui n’ont pas adhéré au présent accord n’ont aucun droit à l’égalité de traitement. Ils n’ont accès à une école que si les étudiantes et étudiants issus des cantons signataires y ont été admis.

<sup>2</sup> Les étudiantes et étudiants issus de cantons qui n’ont pas adhéré au présent accord doivent s’acquitter, en plus des taxes individuelles, d’un montant au moins équivalent aux contributions versées par les cantons signataires.

## **II Contributions**

#### **Art. 8** Base de fixation

<sup>1</sup> Les contributions sont fixées sous la forme de montants forfaitaires par étudiant ou étudiante.

<sup>2</sup> La Conférence des cantons signataires peut décider, sur la proposition de la Commission AHES, d’appliquer un autre modèle d’indemnisation pour certaines ou pour toutes les filières d’études. Ces décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres de la Conférence.

- d) der Kanton, in dem mündige Studierende mindestens zwei Jahre ununterbrochen gewohnt haben und, ohne gleichzeitig in Ausbildung zu sein, finanziell unabhängig gewesen sind; als Erwerbstätigkeit gelten auch die Führung eines Familienhaushalts und das Leisten von Militärdienst;
- e) in allen übrigen Fällen der Kanton, in dem sich bei Studienbeginn der zivilrechtliche Wohnsitz der Eltern befindet, bzw. der Sitz der zuletzt zuständigen Vormundschaftsbehörde.

#### **Art. 6** Umleitung von Studierenden

Wenn in einem Studiengang die Studienplatzkapazitäten einer Schule ausgeschöpft sind, können Studienanwärterinnen und Studienanwärter sowie Studierende an andere Schulen umgeleitet werden, sofern diese freie Studienplätze zur Verfügung stellen. Die Kommission FHV bestimmt das Verfahren und die für die Umleitung zuständige Stelle.

#### **Art. 7** Behandlung von Studierenden aus Nichtvereinbarungskantonen

<sup>1</sup> Studierende und Studienanwärterinnen und Studienanwärter aus Kantonen, welche dieser Vereinbarung nicht beigetreten sind, haben keinen Anspruch auf Gleichbehandlung. Sie werden an eine Schule zugelassen, wenn die Studierenden aus den Vereinbarungskantonen Aufnahme gefunden haben.

<sup>2</sup> Studierenden aus Kantonen, welche dieser Vereinbarung nicht beigetreten sind, wird nebst den Studiengebühren eine Gebühr auferlegt, welche mindestens dem Beitrag der Vereinbarungskantone entspricht.

## **II Beiträge**

#### **Art. 8** Bemessungsgrundlage

<sup>1</sup> Die Beiträge werden in Form von Pauschalbeiträgen pro Studierenden festgelegt.

<sup>2</sup> Die Konferenz der Vereinbarungskantone kann auf Antrag der Kommission FHV beschliessen, für einzelne oder alle Studiengänge ein anderes Abgeltungsmodell anzuwenden. Ein entsprechender Beschluss bedarf der Mehrheit von zwei Dritteln der Konferenzmitglieder.

### **Art. 9** Hauteur des contributions

<sup>1</sup> Les filières sont groupées par domaine d'études.

<sup>2</sup> Pour définir les contributions, sont déterminants les montants dépensés en moyenne dans chaque groupe pour la formation, c'est-à-dire les frais d'exploitation, après déduction des taxes d'études individuelles, des frais d'infrastructure et des subventions fédérales, si la filière y a droit.

<sup>3</sup> Les contributions sont définies de manière à couvrir pour chaque groupe 85 % des frais de formation. La compétence de définir les contributions incombe à la Conférence des cantons signataires. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres de la Conférence.

### **Art. 10** Réduction en cas de taxes d'études élevées

Les écoles peuvent percevoir des taxes d'études individuelles appropriées. La Commission AHES fixe les montants minimaux et maximaux percevables par filière. Si ces taxes dépassent le seuil maximal fixé par la Commission AHES, le montant des contributions sera diminué pour la filière concernée.

## **III Exécution**

### **Art. 11** Conférence des cantons signataires

<sup>1</sup> La Conférence des cantons signataires est composée de l'ensemble des représentantes et représentants des cantons qui ont adhéré à l'accord, à raison d'un représentant ou d'une représentante par canton. La Confédération peut y participer avec voix consultative.

<sup>2</sup> La Conférence doit s'acquitter des tâches suivantes:

- a) nomination de la Commission AHES et de son président ou de sa présidente;
- b) nomination de l'instance d'arbitrage;
- c) détermination des montants des contributions conformément à l'article 9;
- d) définition d'un modèle d'indemnisation différent conformément à l'article 8;
- e) acceptation du rapport de la Commission AHES.

<sup>3</sup> Elle émet des prescriptions sur la durée de l'obligation de verser des contributions concernant chaque filière d'études.

### **Art. 9** Höhe der Beiträge

<sup>1</sup> Die Studiengänge werden nach Studienbereichen in Gruppen zusammengefasst.

<sup>2</sup> Massgebend für die Festlegung der Beiträge sind die durchschnittlichen Ausbildungskosten pro Gruppe, d.h. die Betriebskosten, abzüglich der individuellen Studiengebühren, der Infrastrukturkosten und allfälliger Bundesbeiträge.

<sup>3</sup> Die Beiträge werden so festgelegt, dass sie pro Gruppe 85 % der Ausbildungskosten decken. Zuständig für die Festlegung der Beiträge ist die Konferenz der Vereinbarungskantone. Der Beschluss bedarf der Mehrheit von zwei Dritteln der Konferenzmitglieder.

### **Art. 10** Abzug bei hohen Studiengebühren

Die Schulen können angemessene individuelle Studiengebühren erheben. Die Kommission FHV legt die anrechenbaren Mindest- und Höchstbeträge je Studiengang fest. Übersteigen diese Gebühren die von der Kommission FHV festgelegte Höchstgrenze, werden die Beiträge für den entsprechenden Studiengang gekürzt.

## **III Vollzug**

### **Art. 11** Die Konferenz der Vereinbarungskantone

<sup>1</sup> Die Konferenz der Vereinbarungskantone setzt sich aus je einer Vertretung der Kantone zusammen, die der Vereinbarung beigetreten sind. Der Bund kann sich mit beratender Stimme vertreten lassen.

<sup>2</sup> Ihr obliegen folgende Aufgaben:

- a) die Wahl der Mitglieder und des bzw. der Vorsitzenden der Kommission FHV;
- b) die Wahl der Mitglieder der Schiedsinstanz;
- c) die Festlegung der Beiträge gemäss Artikel 9;
- d) die Festlegung eines abweichenden Abgeltungsmodells gemäss Artikel 8;
- e) die Abnahme der Berichterstattung der Kommission FHV.

<sup>3</sup> Sie erlässt Vorschriften über die Dauer der Zahlungspflicht für die einzelnen Studiengänge.

#### **Art. 12** Commission AHES

<sup>1</sup> En vue de l'exécution du présent accord, la Conférence des cantons signataires institue une Commission de l'accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (Commission AHES).

<sup>2</sup> La Commission AHES est composée de neuf membres nommés pour une période de quatre ans. Deux membres sont proposés par la Conférence des directeurs cantonaux des finances.

<sup>3</sup> La Commission est chargée notamment des tâches suivantes:

- a) contrôle de l'exécution de l'accord, et en particulier du secrétariat;
- b) établissement d'un rapport annuel à l'intention de la Conférence des cantons signataires;
- c) propositions pour la détermination des montants des contributions et de la durée de l'obligation de verser des contributions concernant chaque filière d'études;
- d) propositions pour la détermination d'un modèle d'indemnisation différent conformément à l'article 8;
- e) détermination du montant minimal et maximal des taxes d'études individuelles;
- f) réglementation de la facturation, du paiement des contributions, des délais et des dates, ainsi que des intérêts moratoires;
- g) classification des filières reconnues depuis peu ou pour lesquelles une procédure de reconnaissance est en cours selon l'article 9 al. 1 et l'article 21.

#### **Art. 13** Secrétariat

Le Secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) assume les fonctions de secrétariat de l'accord.

#### **Art. 14** Liste des filières d'études ayant droit à des contributions

Les filières d'études ayant droit à des contributions ainsi que les montants des contributions sont stipulés dans une annexe<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> *L'annexe sera publiée séparément.*

#### **Art. 15** Détermination du nombre d'étudiantes et étudiants

<sup>1</sup> Le nombre d'étudiantes et étudiants concernés est établi selon les critères du système d'information universitaire suisse.

#### **Art. 12** Kommission FHV

<sup>1</sup> Für den Vollzug setzt die Konferenz der Vereinbarungskantone eine Kommission Fachhochschulvereinbarung (Kommission FHV) ein.

<sup>2</sup> Sie setzt sich aus neun Mitgliedern zusammen, welche für eine Amtsdauer von vier Jahren gewählt sind. Zwei Mitglieder werden von der Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren vorgeschlagen.

<sup>3</sup> Der Kommission FHV obliegen insbesondere die folgenden Aufgaben:

- a) die Überwachung des Vollzugs, insbesondere auch der Geschäftsstelle;
- b) die jährliche Berichterstattung an die Konferenz der Vereinbarungskantone;
- c) die Antragsstellung für die Festlegung der Beiträge und der Dauer der Zahlungspflicht für die einzelnen Studiengänge;
- d) die Antragsstellung für die Festlegung eines abweichenden Abgeltungsmodells gemäss Artikel 8;
- e) die Festlegung der Mindest- und Höchstgrenze für die individuellen Studiengebühren;
- f) die Regelung der Rechnungslegung, der Beitragszahlung, der Termine und Stichdaten sowie der Verzugszinse;
- g) die Einteilung neu anerkannter bzw. im Anerkennungsverfahren befindlicher Studiengänge nach Artikel 9 Abs. 1 und Artikel 21.

#### **Art. 13** Geschäftsstelle

Das Generalsekretariat der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) ist Geschäftsstelle dieser Vereinbarung.

#### **Art. 14** Liste der beitragsberechtigten Studiengänge

Die beitragsberechtigten Studiengänge und die Beitragshöhe werden in einem Anhang<sup>1</sup> aufgeführt.

<sup>1</sup> *Der Anhang wird separat publiziert.*

#### **Art. 15** Ermittlung der Studierendenzahl

<sup>1</sup> Die Studierendenzahl wird nach den Kriterien des Schweizerischen Hochschulinformationssystems des Bundesamtes für Statistik ermittelt.

<sup>2</sup> Chaque école dresse à l'intention du canton débiteur une liste nominale des étudiantes et étudiants ventilés en fonction des groupes. La liste indique le canton de domicile déterminant des étudiantes et étudiants, établi conformément aux prescriptions de l'article 5.

**Art. 16** Frais afférents à l'exécution de l'accord

Les frais afférents à l'exécution du présent accord sont à la charge des cantons signataires de l'accord et déterminés en fonction du nombre de leurs étudiantes et étudiants. Ils leur sont facturés annuellement. S'il est nécessaire de procéder à des analyses extraordinaires qui ne concernent que certains cantons ou certaines écoles, les frais y relatifs peuvent être imputés aux cantons concernés par la Commission AHES.

#### IV Voies de droit

**Art. 17** Instance d'arbitrage

<sup>1</sup> La Conférence des cantons signataires met en place une instance d'arbitrage qui comprend sept membres et dont elle désigne le président ou la présidente.

<sup>2</sup> L'instance d'arbitrage délibère par groupe de trois, aucun membre ne devant dans ce cas être issu des cantons directement concernés.

<sup>3</sup> L'instance d'arbitrage décide définitivement pour toute question litigieuse concernant:

- a) le nombre d'étudiantes et étudiants,
- b) le domicile déterminant,
- c) l'obligation de paiement de contributions par les cantons.

<sup>4</sup> Les dispositions du concordat intercantonal du 27 mars 1969 sur l'arbitrage (RS 279) sont applicables.

**Art. 18** Tribunal fédéral

Sous réserve de l'article 17, toute contestation entre les cantons à propos du présent accord peut faire l'objet d'une réclamation de droit public auprès du Tribunal fédéral en application de l'article 83 al. 1 let. b de la loi fédérale du 16 décembre 1943 d'organisation judiciaire (RS 173.110).

<sup>2</sup> Jede Schule erstellt eine Namensliste der Studierenden zuhanden des zahlungspflichtigen Kantons. Diese enthält den massgeblichen Wohnsitzkanton gemäss Artikel 5 und führt die Studierenden gemäss den Gruppen getrennt auf.

**Art. 16** Vollzugskosten

Die Kosten des Vollzugs dieser Vereinbarung sind durch die Vereinbarungskantone nach Massgabe der Zahl ihrer Studierenden zu tragen. Sie werden ihnen jährlich in Rechnung gestellt. Für besondere Abklärungen, die sich nur auf einzelne Kantone und Schulen beziehen, können, auf Beschluss der Kommission FHV, die Kosten auf die betroffenen Kantone abgewälzt werden.

#### IV Rechtspflege

**Art. 17** Schiedsinstanz

<sup>1</sup> Die Konferenz der Vereinbarungskantone setzt eine Schiedsinstanz mit sieben Mitgliedern ein. Sie bestimmt deren Präsidentin oder Präsidenten.

<sup>2</sup> Die Schiedsinstanz entscheidet in einer Besetzung von drei Mitgliedern, unter denen sich keines aus den direkt betroffenen Kantonen befinden darf.

<sup>3</sup> Die Schiedsinstanz entscheidet endgültig über strittige Fragen betreffend:

- a) die Zahl der Studierenden,
- b) den massgebenden Wohnsitz,
- c) die Zahlungspflicht der Kantone.

<sup>4</sup> Die Bestimmungen des Konkordats vom 27. März 1969 über die Schiedsgerichtsbarkeit (SR 279) finden Anwendung.

**Art. 18** Bundesgericht

Unter Vorbehalt von Artikel 17 entscheidet das Bundesgericht über Streitigkeiten, die sich aus dieser Vereinbarung zwischen den Kantonen ergeben, auf staatsrechtliche Klage hin gemäss Artikel 83 Abs. 1 Bst. b des Bundesgesetzes vom 16. Dezember 1943 über die Bundesrechtspflege (SR 173.110).

## V Dispositions transitoires et finales

### Art. 19 Adhésion

Les déclarations d'adhésion doivent être communiquées au Secrétariat général de la CDIP. Par leur adhésion, les cantons s'engagent à fournir, sous la forme prescrite, les données nécessaires à l'exécution du présent accord.

### Art. 20 Entrée en vigueur

L'accord entre en vigueur au début de l'année d'études 2005/06, à condition que quinze cantons au moins aient fait acte d'adhésion.

### Art. 21 Hautes écoles spécialisées en cours de reconnaissance

La Commission AHES classifie et désigne les filières d'études pour lesquelles des contributions doivent être versées durant la procédure de reconnaissance. La probabilité d'une issue favorable de la procédure de reconnaissance est déterminante dans sa décision (art. 4 al. 1). Une prise de position de la commission de reconnaissance compétente doit être sollicitée.

### Art. 22 Résiliation

<sup>1</sup> L'accord peut être résilié au 30 septembre de chaque année, le délai de résiliation étant de deux ans. La dénonciation, écrite, doit être adressée à la Commission AHES. Le premier délai de résiliation est le 30 septembre 2008.

<sup>2</sup> En cas de résiliation de l'accord par un canton, ce dernier conserve les obligations contractées dans le cadre de l'accord pour les étudiantes et étudiants déjà inscrits à la date du retrait, et ce jusqu'à la fin de leurs études. Les étudiantes et étudiants concernés conservent également le droit à l'égalité de traitement prévu à l'article 3.

### Art. 23 Principauté du Liechtenstein

La Principauté du Liechtenstein peut adhérer au présent accord sur la base de sa propre législation. Elle jouit alors des mêmes droits et doit s'acquitter des mêmes obligations que les cantons signataires. Les hautes écoles spécialisées ou les filières de hautes écoles spécialisées reconnues selon la législation du Liechtenstein ont les mêmes droits que les hautes écoles spécialisées ou filières de hautes écoles spécialisées correspondantes reconnues selon la législation suisse.

## V Übergangs- und Schlussbestimmungen

### Art. 19 Beitritt

Der Beitritt zu dieser Vereinbarung ist dem Generalsekretariat der EDK mitzuteilen. Mit dem Beitritt verpflichten sich die Kantone, die für den Vollzug dieser Vereinbarung notwendigen Daten in vorgeschriebener Weise zur Verfügung zu stellen.

### Art. 20 Inkrafttreten

Diese Vereinbarung tritt auf den Beginn des Studienjahres 2005/06 in Kraft. Bedingung für das Inkrafttreten ist, dass mindestens fünfzehn Kantone den Beitritt erklärt haben.

### Art. 21 Fachhochschulen im Anerkennungsverfahren

Die Kommission FHV bestimmt diejenigen Studiengänge, für die bereits im Anerkennungsverfahren Beiträge geleistet werden und teilt sie in die Gruppen ein. Massgeblich ist, ob der Studiengang Aussicht auf Anerkennung hat (Art. 4 Abs. 1). Es ist eine Stellungnahme der zuständigen Anerkennungskommission einzuholen.

### Art. 22 Kündigung

<sup>1</sup> Die Vereinbarung kann unter Einhaltung einer Frist von zwei Jahren jeweils auf den 30. September durch schriftliche Erklärung an die Kommission FHV gekündigt werden; erstmals auf den 30. September 2008.

<sup>2</sup> Kündigt ein Kanton die Vereinbarung, bleiben seine Verpflichtungen aus der Vereinbarung für die zum Zeitpunkt des Austrittes eingeschriebenen Studierenden bis zum Ende ihres Studiums weiter bestehen. Ebenso bleibt der Anspruch der betreffenden Studierenden auf Gleichbehandlung gemäss Artikel 3 weiter bestehen.

### Art. 23 Fürstentum Liechtenstein

Dieser Vereinbarung kann das Fürstentum Liechtenstein auf der Grundlage seiner eigenen Gesetzgebung beitreten. Ihm stehen alle Rechte und Pflichten der andern Vereinbarungspartner zu. Nach liechtensteinischem Recht anerkannte Fachhochschulen oder Fachhochschul-Studiengänge sind wie die entsprechenden nach schweizerischem Recht anerkannten Fachhochschulen oder Fachhochschul-Studiengänge zu behandeln.